



**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

SÉANCE DU JEUDI 25 SEPTEMBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Affaires Culturelles

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

**Objet de la
délibération:
Conservatoire
d'Agglomération de
Draguignan -
Règlement intérieur**

L'an deux mille quatorze le vingt cinq septembre à dix huit heures trente, le
*Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit
par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la
présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA
Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Lillane, MARCY Valérie,
GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS
Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET
Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUZEREAU
Gilbert, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine,
CHARDES Bernard, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR
Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL
Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques,
MOMBAZET Jean-Pierre, NICCOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE
Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX
Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE
David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉS :

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Céline MAUBERT, Alain BOUCHER pouvoir à
Olivier AUDIBERT-TROIN, Max CARZOLI pouvoir à Alain PARLANTI, Caroline
COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Nathalie GONZALES pouvoir à Christine
CHALOT-FOURNET, Malika GUELLATI pouvoir à Claude PIANETTI, Françoise
LEGRAIEN pouvoir à Lillane BOYER, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY

ABSENT :

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Madame Nicole FANELLI

Transmis le : 6.10.2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 6.10.2014

Le Conservatoire d'Agglomération installé au sein du pôle culturel Chabran propose une organisation renouvelée de l'enseignement artistique au bénéfice des habitants de l'agglomération et plus particulièrement de la Ville Centre.

Par délibération du 26 juin 2014 n°C_2014_133, le Conseil communautaire a précisé les tarifs applicables pour l'enseignement artistique au sein du réseau des écoles de musique de la CAD.

Il est nécessaire, aujourd'hui, de préciser les règles de fonctionnement de ce nouvel équipement culturel au moyen d'un règlement intérieur qui définit les obligations des usagers du service culturel.

Considérant que l'organisation des cours dans les différents locaux est susceptible d'ajustements au cours du 1^{er} semestre de l'année scolaire 2014 - 2015, le présent règlement pourra être modifié ou complété à l'avenir par des annexes définissant notamment les conditions d'utilisation temporaire des salles par des associations culturelles ou des organismes de formation et divers organismes publics ou privés, notamment en période de vacances scolaires.

Le règlement intérieur proposé en annexe à la présente délibération prendra effet le 1^{er} octobre 2014.

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission Action Culturelle, réunie le 11 septembre 2014, il est demandé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- approuver les termes du règlement intérieur annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 61 voix pour et 1 abstention : (RUDNIK Thierry), décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 25 septembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.